

Éducation - Les enseignants du primaire déterminés à poursuivre leur “résistance”

29.08.09 | Justine Chevalier

Depuis près d'un an, la détermination de certains enseignants du primaire est toujours aussi forte pour lutter contre les réformes engagées dans l'Éducation nationale.

« Quand l'école est en danger, résister est un devoir. » Voici le mot d'ordre des « enseignants du primaire en résistance » réunis lors de leur université d'été qui se tenait cette semaine à Montpellier. Leur bataille ? Lutter contre les réformes engagées l'an dernier dans l'Éducation nationale : les nouveaux programmes, l'aide personnalisée inadaptée selon eux, et le fichier « base élèves », stockage informatique de quelque 6,5 millions d'élèves. « On est là pour se battre », a affirmé vendredi Véronique Decker. Cette directrice d'école à Bobigny (Seine-Saint-Denis) juge que l'école publique est en danger avec ces réformes et les milliers de suppressions de postes prévus. « On ne peut pas voir sa destruction sans réagir », juge-t-elle.

Et malgré les embûches (durée dans le temps, retenue de salaire...) qui se dressent devant leur mobilisation, cette partie des enseignants réfractaires aux changements prévus par l'ancien ministre de l'Éducation nationale Xavier Darcos reste mobilisée. « Notre détermination n'est pas entamée », a lancé Alain Refalo, enseignant à Colomiers (Haute-Garonne). Le nouveau ministre Luc Chatel « s'inscrit dans la continuité de Xavier Darcos », a poursuivi l'enseignant. « Il a déclaré qu'il était un homme d'écoute et de dialogue. Alors, il doit entendre le mécontentement suscité par son prédécesseur. »

Structuration du mouvement

Pour structurer leur mouvement et l'ouvrir au plus grand nombre, un réseau « des enseignants du primaire en résistance » vient d'être créé, avec rédaction d'une « charte de la résistance pédagogique ». Au programme de ce texte, « favoriser l'autonomie et la responsabilité de l'enfant », « contribuer à la construction de sa pensée par une pédagogie privilégiant la coopération et le raisonnement plutôt que la compétition et la simple répétition d'automatismes ».

Cette charte, proposée à la signature sur Internet, doit se substituer aux lettres personnelles ou collectives que les professeurs envoyaient l'an dernier à leur inspection académique – au risque d'encourir des sanctions – pour signifier leur rejet des dispositifs lancés par Xavier Darcos. L'an dernier, plus de 2.800 lettres ont ainsi été envoyées à l'Éducation nationale, selon le réseau.

Dernière preuve d'une structuration bien entamée : la création d'une caisse nationale de solidarité afin de faire face aux sanctions financières qui, l'an dernier, ont touché une centaine d'enseignants. Les tribunaux administratifs de Marseille et de Montpellier ont suspendu des retenues sur salaires à l'encontre de trois d'entre eux, mais le ministère a engagé des pourvois devant le Conseil d'Etat, selon le réseau.